

Procès-Verbal du Comité syndical Autolib' et Velib' Métropole

Séance du 13 décembre 2021 – **à distance**

Le treize décembre deux mille vingt et un, à 09h30, le Comité syndical, dûment convoqué le six septembre deux mille vingt et un, s'est réuni à distance via Microsoft Teams, sous la présidence de Monsieur Sylvain Raifaud.

Nombre de délégués en exercice : 106

Nombre de délégués présents ou représentés : 55 (dont 9 pouvoirs)

Étaient présents :

Titulaires (39) :

Frédéric Sitbon (Asnieres-sur-Seine), Zakia Bouzidi (Aubervilliers), Bruno Tuder (Bagneux), Vincent Mezure (Bougival), Cédric Nicolas (Bourg-la-Reine), Yann Viguie (Champigny-sur-Marne), Marie-Hélène Magne (Charenton-le-Pont), Serge Kehyayan (Clamart), Leopold Michallet (Colombes), Sylvie Simon-Deck (Créteil), Sophie Merchat (Enghien-les-Bains), Mohamed Houcini (Fontenay-Aux-Roses), Christophe Bernier (Gennevilliers), Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), Marc Frot (Le Plessis-Tréville), Christophe Paquis (Les Lilas), Farid Hemidi (Malakoff), Eric Schindler (Neuilly-sur-Seine), Florent Lacaille-Albige (Noisy-le-Sec), Sylvain Raifaud (Paris), François Vauglin (Paris), Jean-Marie Ballet (Puteaux), Capucine du Sartel (Saint-Cloud), Christophe Piercy (Saint-Denis), Philippe Cipriano (Saint-Maur-des-Fossés), Michel Budakci (Saint-Maurice), Tiffany Culang (Saint-Mandé), Sabrina Decanton (Saint-Ouen), Patrice Pattée (Sceaux), Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson), Robin Louvigné (Vincennes), Abdallah Benbetka (Vitry-sur-Seine), Patricia Vavassori (Grand Paris Grand Est), David Daoulas (Grand Paris Seine Ouest), Florence de Pampelonne (Grand Paris Seine Ouest), Pascal Flamant (Grand Paris Seine Ouest), Bertrand-Pierre Galey (Grand Paris Seine Ouest), Alain Mathioudakis (Grand Paris Seine Ouest), Alix Bougeret (Région Ile-de-France) ;

Suppléants avec voix délibératives (7) :

Françoise Carteau (Gentilly), Maryse Dorra (Ivry-sur-Seine), Marc Elfassy (Romainville), Christine Vlavianos (Grand Paris Seine Ouest), Tiphaine Bonnier (Grand Paris Seine Ouest), Patrick de la Marque (Grand Paris Seine Ouest), Jean-Pierre Barnaud (Métropole du Grand Paris) ;

Excusés ayant donné pouvoir (9) :

Stephanka Toussaint (Bois-Colombes) à Patrice Pattée, Samuel Besnard (Cachan) à Christophe Bernier, Marc Feugere (Chatenay-Malabry) à Jean-Paul Mordefroid, Jean-Luc Millard (Drancy) à Bruno Tuder, Sophie Deschiens (Levallois-Perret) à Geneviève Gaillabaud, Marie-France Parrain (Maisons-Alfort) à Marie-Hélène Magne, Olivier Stern (Montreuil) à Christophe Piercy, Frédéric Sgard (Rueil-Malmaison) à Frédéric Sitbon, Christophe Najdovski (Métropole du Grand Paris) à François Vauglin.

Suppléant sans voix délibérative :

Thierry Michel Isoard (Asnières-sur-Seine) ;

Assistaient également à la séance : Yannick Cabaret, Directeur général, Fabienne Puig, Directrice de l'Administration Générale et des RH, Marthe Ozbolt, Directrice de la communication et du marketing, Hugues Celier, Directeur Technique, Florent Texier, Directeur des finances, Malik Salemkour, Directeur juridique et de la commande publique, Pierre Rapeau, Référent des instances et de l'administration générale.

Ordre du jour :

1. Approbation du Procès-Verbal du 23 septembre 2021 ;
2. Délibérations :
 - Modification des modalités d'exercice du temps de travail et règlement des congés et des autorisations d'absence ;
 - Modification de la charte relative aux modalités d'exercice du télétravail ;
 - Modalités d'exercice du travail à temps partiel ;
 - Rapport de suivi des recommandations de la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France de 2020 ;
 - Montant des contributions 2022 au SMAVM ;
 - Autorisation donnée au Président pour la création d'une Régie d'avance ;
 - Rendu Compte des décisions prises par le Président dans le cadre de la délégation de compétence.
3. Points Divers
 - Informations à date du service public Velib'.

Le Président a ouvert la séance à 10 heures 10 et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. Patrice Pattée est désigné secrétaire de séance.

1. Approbation du procès-verbal du 23 septembre 2021

Le Président demande aux membres s'il y a des observations et en l'absence, il soumet le procès-verbal à l'approbation des membres.

Le procès-verbal du Comité Syndical du 23 septembre 2021 **est approuvé à l'unanimité**.

2. Délibérations :

2.1 Délibération 2021 26 - Modification des modalités d'exercice du temps de travail et règlement des congés et des autorisations d'absence

Le Président donne la parole à Mme Fabienne Puig.

Fabienne Puig, Directrice de l'administration générale et des RH, explique aux membres que La loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique impose à toutes les collectivités la suppression des régimes dérogatoires aux 35 heures et un retour obligatoire aux 1607 heures.

Elle précise que la délibération 2021 26 correspond à la mise en conformité du Syndicat concernant les 1607 heures et qu'elle introduit un assouplissement du rythme de travail hebdomadaire en proposant 4 temps de travail différents (35h15, 36h30, 37h30 et 38h20) ainsi que la poursuite des cycles plus courts de 4,5 et 4 jours.

Elle ajoute que le règlement des congés et des autorisations d'absence est annexé à la délibération et qu'il sera le document de référence pour les agents du Syndicat. Ce dernier rappelle le cadre réglementaire et détaille :

- L'organisation du temps de travail
- Tous les congés légaux, RTT et absences
- Le compte épargne temps (CET)
- Toutes les autorisations spéciales d'absence (ASA)

Le Président demande aux membres s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2021 26 au vote.

Le Comité syndical après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Article 1^{er} – DECIDE d'ouvrir au personnel du Syndicat, la possibilité d'effectuer, sous réserve des nécessités de service et de l'accord de la hiérarchie, le temps de travail hebdomadaire et journalier selon les cycles suivants :

Cycle de travail de 5 jours hebdomadaire

Temps de travail hebdomadaire	Nombre d'heures par jours	Nombre d'RTT générés	Congés annuels
35,15	7h03	1	25
36,30	7h18	9	25
37,30	7h30	15	25
38,20	7h40	20	25

Cycle de travail de 4,5 ou 4 jours hebdomadaire

Les fonctions comportant des interventions régulières dans l'espace public (notamment les fonctions de contrôle des prestations du service Velib' Métropole sur les stations et sur les vélos) ne sont pas éligibles à ces cycles de 4,5 ou 4 jours hebdomadaires. Toutes les autres fonctions exercées au Syndicat y sont éligibles sous réserve des nécessités du service et de l'accord de la hiérarchie.

Temps de travail hebdomadaire	Nombre d'heures par jour et par cycle de travail		Nombre d'RTT Générés		Congés annuels	
	4 Jours	4,5 Jours	4 Jours	4,5 Jours	4 Jours	4,5 Jours
35,15	8h48	7h48	1	1	20	22,5
36,30	9h07	8h06	7	8		
37,30	9h22	8h20	12	13,5		
38,20	9h35	8h31	16	18		

Les agents bénéficiant :

- d'un temps partiel
- d'un mi-temps thérapeutique

sont soumis à une durée hebdomadaire de travail proratisé en fonction de la quotité du temps de travail.

Les agents contractuels recrutés pour assurer le remplacement de titulaires momentanément indisponibles, pour exercer des fonctions correspondant à un besoin saisonnier ou pour faire face à un besoin occasionnel, les stagiaires en formation, sont soumis à une durée hebdomadaire de travail effectif déterminée par le supérieur hiérarchique.

Article 2 - DECIDE que l'amplitude d'ouverture du Syndicat Autolib' et Velib' Métropole est du lundi au vendredi de 8 heures à 19 heures.

Article 3 - DECIDE que la pause méridienne n'est pas comprise dans le temps de travail effectif et sa durée est de 45 minutes minimum.

Article 4 - DIT que la durée quotidienne de travail effectif ne peut excéder 10 heures ; que l'amplitude maximale d'une journée de travail ne doit pas dépasser 12 heures ; que la durée maximale de travail effectif, heures supplémentaires comprises, est de 48 heures au cours d'une même semaine ou de 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives.

Est considéré comme du travail de nuit, la période de travail comprise entre 22 h et 7 h.

Article 5 - APPROUVE le règlement des congés et des autorisations d'absence des agents (ci-annexé).

Article 6 - DIT que les délibérations antérieures n° 2014 25 et 2017 110 relatives au temps de travail et au règlement des congés et des autorisations d'absence des agents du Syndicat sont abrogées.

2.2 Délibération 2021 27 - Modification de la charte relative aux modalités d'exercice du télétravail

Le Président donne la parole à Mme Fabienne Puig.

Fabienne Puig, Directrice de l'administration générale et des RH, explique aux membres que le télétravail a été mis en œuvre au Syndicat depuis 2015 et que cette délibération correspond à une mise en adéquation de la charte relative aux modalités d'exercice du télétravail avec les récentes modifications législatives.

Elle précise que les principales modifications de la charte portent sur :

- Les activités inéligibles : Celles comportant des interventions régulières dans l'espace public (notamment les fonctions de contrôle des prestations du service Velib' Métropole sur les stations et sur les vélos).
- La possibilité de cumuler le télétravail avec le cycle de travail
- L'allocation forfaitaire : puisque les agents qui exercent leurs fonctions en télétravail bénéficient du versement trimestriel d'une allocation forfaitaire fixée à 2,50 euros par journée de télétravail dans la limite d'un plafond annuel de 220 euros.

Le Président demande aux membres s'il y a des observations.

En l'absence d'intervention, **Le Président** soumet la délibération 2021 27 au vote.

Le Comité syndical après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Article 1^{er} : APPROUVE la charte relative aux modalités d'exercice du télétravail ci-annexée.

Article 2 : APPROUVE le versement de l'allocation forfaitaire de télétravail tel que défini dans la charte annexée.

Article 3 : DIT que la charte du 8 décembre 2016 est remplacée par la présente charte ci-annexée.

Article 4 : DIT que les crédits correspondants sont inscrits au budget, chapitre 012.

7 Délibération 2021 28 – Modalités d'exercice du travail à temps partiel

Le Président donne la parole à Mme Fabienne Puig.

Fabienne Puig, Directrice de l'administration générale et des RH, explique aux membres que le temps partiel est accordé de droit, sur autorisation et sous réserve des nécessités de service aux fonctionnaires et aux contractuels si ces derniers sont employés depuis au moins un an à temps complet.

Elle détaille ensuite les différents temps partiels de la manière suivante :

Le temps partiel accordé de droit : à l'occasion d'une naissance, pour donner des soins au conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant, en cas de handicap ou d'invalidité, après avis du médecin de prévention.

Le temps partiel sur autorisation pour des raisons personnelles ou pour la création ou reprise d'entreprise,

Le temps partiel annualisé de droit s'applique aux demandes présentées jusqu'au 30 juin 2022. Il est accordé de plein droit, à la demande de l'agent, à l'issue du congé de maternité, d'adoption ou de paternité et d'accueil de l'enfant.

Le Président demande aux membres s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2021 28 au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE que l'exercice du travail à temps partiel de droit, avec autorisation sous réserve des nécessités de service ou annualisé de droit s'effectuera selon les modalités suivantes :

1 – Organisation du travail

Le temps de travail à temps partiel de droit ou sur autorisation peut être organisé de façon quotidienne, hebdomadaire, mensuelle ou annuelle, en concertation avec l'agent.

2 – Quotités

Le temps partiel de droit est accordé en fonction de la demande de l'agent pour une quotité de 50%, 60%, 70% ou 80% de la durée hebdomadaire des agents exerçant les mêmes fonctions à temps plein. La réglementation exclut la quotité de 90% pour le temps partiel de droit.

Le temps partiel sur autorisation est accordé pour des quotités allant de 50% à 99%.

Le temps partiel annualisé de droit commence par une période non travaillée, qui ne peut être fractionnée et qui ne peut excéder deux mois. Le temps restant à travailler est aménagé sur le reste du cycle, selon une quotité de service de 60 %, 70 %, 80 % ou 100 %, afin que l'agent assure l'intégralité de sa quotité de service à temps partiel annualisé.

8 – Demande de l'agent et durée de l'autorisation

Les demandes de temps partiel sur autorisation devront être formulées dans un délai de 2 mois avant le début de la période souhaitée. Les demandes de temps partiel de droit ne seront soumises à aucun délai de préavis.

La durée de l'autorisation est fixée par arrêté, entre 6 mois et 1 an, renouvelable tacitement pour une durée identique dans la limite de 3 ans. Au-delà des 3 ans, le renouvellement de la décision doit faire l'objet d'une demande et d'une décision expresse.

La durée d'autorisation pour le temps partiel pour création ou reprise d'entreprise est de 3 ans, renouvelable pour une durée maximale d'un an.

En cas de refus de bénéfice d'un temps partiel ou en cas de litige relatif à l'exercice du travail à temps partiel, la Commission Administrative Paritaire (pour les fonctionnaires) ou la Commission Consultative Paritaire (pour les agents contractuels) peut être saisie à la demande de l'agent.

9 – Réintégration ou modification en cours de période

La réintégration à temps plein ou la modification des conditions d'exercice du temps partiel peut intervenir en cours de période, sur demande de l'agent présentée au moins 2 mois avant la date souhaitée.

La réintégration à temps plein peut intervenir sans délai en cas de motif grave, tel qu'une diminution substantielle de revenus ou un changement de situation familiale (divorce, décès...).

5 – Suspension du temps partiel

L'agent placé en congé maternité, de paternité ou d'adoption durant une période de travail à temps partiel, voit son temps partiel suspendu, quel que soit le motif du temps partiel. L'agent est réintégré momentanément dans les droits des agents à temps plein.

6 – Réintégration au terme du temps partiel

Le fonctionnaire titulaire ou stagiaire est réintégré de plein droit au terme du temps partiel, dans un emploi correspondant à son grade.

L'agent public contractuel retrouve son emploi à temps plein ou à défaut, un emploi analogue.

7 – Congés – RTT – Rémunération

L'agent percevra pendant toute la durée de l'exercice à temps partiel, une fraction de ses droits à congés, RTT et de son traitement égale à la quotité de temps de travail.

- 2.4 Délibération 2021 29 – Rapport de suivi des recommandations de la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France de 2020

Le Président indique qu'il est obligatoire d'établir un rapport de suivi des recommandations un an après la prise d'acte du rapport de la chambre régionale des comptes. Il ajoute que le rapport concernait la gestion du Syndicat et la Régie. C'est pourquoi, dit-il, le rapport de suivi des recommandations est annexé à la délibération. Les membres du Comité syndical doivent en prendre acte. Il donne la parole à M. Yannick Cabaret.

Yannick Cabaret (Directeur du Syndicat) informe les membres que la CRC effectue pendant trois ans un suivi de l'application des recommandations faites aux administrations publiques et en constate le degré de mise en œuvre malgré leur caractère juridique non contraignant.

Il rappelle les 4 recommandations dans le rapport initial de la CRC :

- Le transfert du marché Velib' Métropole à Ile-de-France Mobilités : ce transfert est suggéré pour motif législatif en considérant que le marché Velib' 2 n'est pas dans la continuité du marché Velib' 1 du fait de son extension à d'autres communes. Il explique de cette interprétation appartient à la CRC et n'est validée ni par une autre instance, ni par le préfet qui est le seul à pouvoir exiger ce transfert. En l'absence d'éléments nouveaux et d'intérêt de la région Ile-de-France pour se voir transférer le marché Velib', il est proposé que le Syndicat reste sur sa position formalisée dans le cadre de sa réponse aux observations définitives.
- L'adaptation des statuts du Syndicat à ses compétences : le Syndicat se positionne sur les mêmes termes que ceux déjà formalisés en réponse aux observations définitives de la CRC. Il ajoute que la réflexion sur les statuts sera engagée en 2022. Elle n'a pas pu l'être avant en raison des contraintes sanitaires qui ne facilitaient pas l'engagement d'un débat aussi structurel.
- L'interrogation sur la nature des services publics du Syndicat devant relever d'un SPIC (Service Public Industriel et Commercial) ou d'un SPA (Service Public Administratif) : Il indique que le Syndicat a rappelé que ses statuts précisent dans l'article premier que le Syndicat est un établissement public à caractère administratif et qu'à ce titre, il n'y a pas d'imprécision à ce sujet.
- L'institution d'une Régie de recettes : le Syndicat avait répondu initialement qu'il se fondait sur l'interprétation de la DRFIP (Direction Régionale des Finances Publiques) et d'une argumentation juridique en cohérence avec les services du Ministère des finances. A ce jour, le comptable public n'a fait aucune observation nouvelle sur le dispositif en place.

Le Président donne la parole aux membres.

Bertrand-Pierre Galey (GPSO) indique qu'il vient d'envoyer par courriel un projet d'amendement au rapport de suivi des recommandations de la Chambre Régionale des Comptes.

Il revient sur la première recommandation : préparer le transfert du service Velib' à Ile-de-France Mobilités. Il ajoute qu'Ile-de-France Mobilités est l'autorité organisatrice du transport en Île-de-France et est seule compétente en la matière. Il indique que la Chambre explique qu'à la suite de la loi sur la transition énergétique, les collectivités n'exploitant pas déjà un service de location de vélos ne pouvaient conserver cette compétence et la transférer ensuite au Syndicat mixte. Il a été répondu que le marché Velib' 2 était un renouvellement et non pas un transfert.

En 2017, Ile-de-France Mobilités a indiqué au conditionnel que son conseil d'administration estimerait que le service Velib' n'aurait pas vocation à être un service régional et n'aurait donc pas vocation non plus à être géré par leur soin.

En conséquence, il estime dangereux que le Syndicat n'ait fait aucune démarche envers la région et IDF Mobilités pour connaître réellement leur intérêt concernant la gestion du marché Velib'. Il rappelle qu'à tout moment le préfet pourrait soulever cette question de compétence et éventuellement provoquer la dissolution du Syndicat. Il demande que le Président s'engage à faire cette démarche et à rédiger un amendement au rapport de suivi des recommandations de la CRC qu'il reconnaît avoir transmis tardivement afin de concrétiser sa pensée. Cet amendement est reproduit ci-après :

M. Bertrand-Pierre Galey (GPSO) souhaite que l'amendement rédigé comme suit soit ajouté à la délibération :

Demande au Président de tenir compte de la première recommandation de la CRC :

« Recommandation n°1 : Préparer le transfert du service Velib' à Ile de France Mobilités, autorité organisatrice des transports, seule compétente en la matière en application des textes. » et de prendre l'attache de la Présidente de la Région Ile de France et d'Ile de France Mobilités en vue de mettre en œuvre cette recommandation.

Patrice Pattée (Sceaux) regrette que l'amendement arrive un peu tard. Il rappelle que ce sujet est ancien et a été discuté assez longuement. Ile-de-France Mobilités a un périmètre de compétence qui n'est pas celui sur lequel a été déployé le service Velib', à savoir la métropole. Le choix de la gestion du service par le Syndicat est pertinent et permet d'assurer l'exploitation du service au plus près des préoccupations que peuvent avoir les collectivités et EPT. Il rappelle que le service est compliqué à gérer avec un suivi très précis du respect des engagements pris par le prestataire. Le Syndicat est le service le plus pertinent pour assurer au mieux la gestion du service Velib' et le Préfet garde la possibilité de prendre la responsabilité de son transfert. Ile-de-France Mobilités a des services d'une toute autre dimension à gérer et il a eu communication que le service longue durée de location de cycles n'intéresse que la zone dense de la région.

Christophe Bernier (Gennevilliers) indique que l'avis de la Chambre Régionale des Comptes est une recommandation et que seuls les services de l'État ont les moyens de nous l'imposer. Membre du Syndicat depuis 2014, il rappelle qu'Ile-de-France Mobilité a par deux fois exprimé son désintérêt pour le service Velib' Métropole : une première fois en 2017 et en 2020 dans les observations provisoires du rapport de la CRC. Il se questionne sur l'opportunité d'un débat sur ce qui n'est qu'une recommandation, qui ne permet pas de répondre aux intérêts des usagers et qui concerne une collectivité qui ne souhaite manifestement pas ce transfert de compétence.

Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine) rappelle le désintérêt d'IDF Mobilités en 2017 pour le transfert du service Velib' Métropole. IDF Mobilités est une formidable force pour la région et Veligo est une très belle réalisation, différente de Velib' Métropole. S'il entend les propos de M. Galey, il trouve que le travail effectué aujourd'hui sur Velib' par le Syndicat est de qualité et rapporte l'intérêt qu'a sa collectivité pour l'installation de stations supplémentaires. L'Île-de-France est une région avec des villes rurales où Velib' Métropole n'a pas lieu d'être à ce jour. Il revient aussi sur l'aide importante de la Métropole du Grand Paris et leur subventionnement pour l'implantation de Velib' en dehors de Paris. Il faut que le travail soit serein entre toutes les administrations et collectivités.

Bertrand-Pierre Galey (GPSO) entend les arguments d'opportunité et d'efficacité. Il rappelle qu'Ile-de-France Mobilités gère le métro et que celui-ci ne couvre que la zone dense de la région. L'argument de la présence de territoires ruraux en Ile-de-France et les difficultés pour y gérer un service de vélos en libre-service est controuvé. Il précise que le service Velib' Métropole est fragile en raison de la santé économique du prestataire qui a beaucoup de mal à respecter les critères de qualité qui lui sont demandés.

Il trouve que le service est dans une situation périlleuse. Il semblerait plus sage de se tourner vers la région et son bras séculier en matière de transport, qu'ils assument leur responsabilité légale. Il craint de devoir à un moment ramasser les « pots cassés » de Smovengo qui pourraient être équivalents à ceux de la société Autolib'. Il estime que le service devrait être géré dans l'intérêt de nos administrés, concitoyens de la région et électeurs avec l'aide d'une collectivité beaucoup plus puissante que la Métropole du Grand-Paris qui a besoin de Velib' Métropole pour exister. Il serait dans l'intérêt du Syndicat de chercher l'adossement de la Région. Il note que rajouter un article dans une délibération de prise d'acte a un effet juridique limité. Il souhaiterait que le Président s'engage à faire des démarches pour questionner l'intérêt de la région et d'Ile-de-France Mobilités sur le transfert du marché Velib' Métropole recommandé par la Chambre Régionale des Comptes.

Jean-Pierre Barnaud (MGP) précise qu'un dialogue constructif doit s'établir entre la métropole et la région. Ce dialogue est déjà entamé à certains égards afin de trouver la solution la plus efficace. Il rappelle que la Métropole du Grand Paris s'est beaucoup engagée financièrement pour Velib' avec plus de 10 % de ses crédits qui y sont consacrés. Elle a une légitimité à agir et il ne semble pas que la situation du marché soit aussi dramatique que le décrit M. Galey. Il estime que la comparaison entre le service Autolib' et le service Velib' est très discutable.

Le Président rappelle que le dialogue existe en permanence avec Ile-de-France Mobilités et est fructueux, en particulier sur les MaaS (Mobility as a Service) pour commercialiser l'offre Velib' sur leur plateforme. S'il a entendu les arguments avancés sur les perspectives risquées du service Velib' Métropole qui ont déjà été étudiées avec les derniers avenants et discussions avec Smovengo, il souhaite rappeler que la situation n'a aucun rapport avec celle du service public Autolib'. Autolib' était une DSP (Délégation de Service Public) où le Syndicat avait pris l'engagement de soutenir financièrement le délégataire en cas de difficultés. Il rappelle par ailleurs que le Syndicat se battra jusqu'au bout pour défendre l'intérêt de ses membres dans le recours indemnitaire engagé. Sur Velib', les risques d'une défaillance du service est possible mais cela n'aurait pas d'effet financier sur les collectivités et EPT membres.

Sur les perspectives du service, il précise qu'il est en zone dense sur la Métropole et que l'objectif principal est d'en améliorer la qualité. C'est un travail engagé aux Comités et Bureaux où les pistes d'améliorations ont été clairement définies. Les avenants quant à eux permettent de gérer l'exploitation du service en vigilance du risque économique d'une défaillance de l'exploitant afin de ne pas provoquer de ruptures du service.

Enfin, un autre enjeu est que le service soit pleinement métropolitain et cela avec l'appui de la Métropole du Grand Paris pour améliorer la densité du réseau et faciliter l'obtention des stations aux communes et EPT. Il est légitime que la Métropole du Grand Paris ait une place dans la gouvernance du service et qu'il soit possible pour les élus des communes et EPT membres de travailler facilement avec eux. Engager le transfert à Ile-de-France Mobilités serait de nature à perturber l'exploitation du service alors qu'il y a un suivi actuellement rigoureux et de proximité. Il estime que ce serait un plus grand risque pour le service.

Le Président souhaite maintenir le rapport en l'état.

Bertrand-Pierre Galey (GPSO) demande au Président s'il est prêt, sans modifier le rapport, à prendre langue avec la région au sujet du transfert du marché Velib' Métropole.

Le Président indique qu'il n'engagera pas de démarche dans le sens d'un transfert du service Velib' Métropole.

Bertrand-Pierre Galey (GPSO) indique qu'il ne laisse pas d'autre choix à ceux qui sont pour cette démarche que d'en faire la demande au préfet.

Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses) indique être « novice » sur ces questions et n'avoir pas eu de documents pour statuer au sujet de ce transfert. Il estime manquer d'informations sur l'impact qu'aurait un transfert du marché sur la qualité de service de Velib' Métropole. Il souhaiterait à l'avenir avoir obtenu des éléments pour pouvoir se faire un avis.

Christophe Paquis (Les Lilas) indique que Smovengo ne remplit pas les stations en altitude comme il le faudrait et qu'Ile-de-France Mobilités ne le fera pas non plus. Il estime que concrètement cela ne changera rien pour sa commune. Il précise qu'Ile-de-France Mobilités gère très bien le service Veligo, qu'il y en a de plus en plus dans les stations des Lilas et qu'il en voit plus que des Velib'. Il ajoute que chaque institution fait très bien son travail, qu'il faut que cela continue comme cela et qu'il appartient aux membres de mettre la pression sur le prestataire pour qu'il alimente les stations en altitude.

Le Président indique que la pression est maintenue sur le prestataire.

En l'absence d'intervention supplémentaire, **le Président** soumet au vote l'amendement de M. Bertrand-Pierre Galey.

Pour l'amendement (199,5 voix) : Bougival (1), Charenton-le-Pont (8), Clamart (14), Enghien-les-Bains (2), La Garenne-Colombes (12), Le Plessis-Tréville (2), Levallois-Perret (21), Neuilly-sur-Seine (17), Saint-Mandé (9), Saint-Maurice (5), Vincennes (14), GPSO - Boulogne-Billancourt, Boulogne Billancourt, Issy-les-Moulineaux, Meudon, Meudon, Sèvres (94,5) ;

Contre l'amendement (2 087,473 voix) : Asnières-sur-Seine (25), Bagneux (14), Bois-Colombes (4), Cachan (11), Colombes (23), Créteil (20), Gennevilliers (16), Gentilly (4), Ivry-sur-Seine (18), Les Lilas (7), Montreuil (35), Noisy-le-Sec (5), Paris (1619), Romainville (6), Rueil-Malmaison (27), Saint-Cloud (6), Saint-Denis (18), Sceaux (8), Vitry-sur-Seine (15), GPGE – Rosny-sous-Bois (4,473), MGP (202) ;

Abstention (113,75 voix) : Aubervilliers (14), Bourg-la-Reine (5), Champigny-sur-Marne (10), Chatenay-Malabry (5), Fontenay-aux-Roses (9), Maisons-Alfort (10), Malakoff (16), Saint-Maur-des-Fossés (2), Puteaux (7), Saint-Ouen (17), Verrières-le-Buisson (3), GPSO – Vanves (15,75), Région Ile-de-France (80).

L'amendement de M. Bertrand-Pierre Galey est rejeté : 199,5 voix pour et 2 087,473 voix contre.

Le Président demande ensuite aux membres de prendre acte du rapport de suivi des recommandations de la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France (délibération 2021 29)

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, PREND ACTE du rapport de suivi des recommandations de la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France concernant l'examen des comptes et la gestion des exercices 2011 et suivants du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole, tel que présenté à l'annexe jointe à la présente délibération ; **AUTORISE** le Président à transmettre le présent rapport de suivi à la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France.

2.5 Délibération 2021 30 : Montant des contributions 2022 au SMAVM ;

Le Président donne la parole à M. Florent Texier.

Florent Texier (Directeur des finances) indique que les contributions Autolib' sont équivalentes à celles de l'année dernière avec deux volets pour un montant total de 5 230 € par station Autolib' réceptionnée au 25 juin 2018 :

- La part provisionnelle : quatrième année de constitution de la provision de 4 millions d'euros pour un total de 20 millions d'euros, soit 3 600 € par station ;
- La part de fonctionnement : 1 630 € par station pour le fonctionnement du Syndicat, ce qui permet de payer les salaires, les honoraires les loyers et le remboursement de l'emprunt effectué durant la DSP.

Ces montants pourront évoluer en cours d'année si besoin. Les contributions Velib' Métropole ont été débattus lors du Comité syndical en substitution du Conseil d'exploitation Velib' Métropole : elles sont de 10 000 € par station ouverte au public hors Paris et 20 000 € par station ouverte au public à Paris.

Le Président donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention supplémentaire, **le Président** soumet la délibération au vote des membres.

Pour (2 368,723 voix) : Asnières-sur-Seine (25), Aubervilliers (14), Bagneux (14), Bougival (1), Bourg-la-Reine (5), Bois-Colombes (4), Cachan (11), Champigny-sur-Marne (10), Chatenay-Malabry (5), Clamart (14), Colombes (23), Créteil (20), Enghien-les-Bains (2), Fontenay-aux-Roses (9), Gennevilliers (16), Gentilly (4), Ivry-sur-Seine (18), Le Plessis-Tréville (2), La Garenne-Colombes (12), Les Lilas (7), Levallois-Perret (21), Malakoff (16), Montreuil (35), Neuilly-sur-Seine (17), Noisy-le-Sec (5), Paris (1 619), Puteaux (7), Romainville (6), Rueil-Malmaison (27), Saint-Cloud (6), Saint-Denis (18), Saint-Maur-des-Fossés (2), Saint-Ouen (17), Sceaux (8), Verrières-le-Buisson (3), Vincennes (14), Vitry-sur-Seine (15), GPGE – Rosny-sous-Bois (4,473), GPSO – Boulogne-Billancourt, Boulogne Billancourt, Issy-les-Moulineaux, Meudon, Meudon, Sèvres, Vanves (110,25), MGP (202); Région Ile-de-France (80) ;

Contre (5 voix) : Saint-Maurice (5) ;

Abstention (27 voix) : Charenton-le-Pont (8), Maisons-Alfort (10), Saint-Mandé (9).

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : DECIDE que le montant de la contribution 2022 pour l'exercice de la compétence Autolib' est fixé comme suit :

Pour l'ensemble des membres adhérents à la compétence : 5 230 € par station arrêtée au 25 juin 2018 au titre de la contribution au budget principal du Syndicat :

- 1 630 € pour le fonctionnement du Syndicat ;
- 3 600 € pour la couverture des provisions.

Ce montant sera constaté en recettes du budget de fonctionnement du budget Autolib' 2022.

Article 2 : DECIDE que les montants des contributions 2022 pour l'exercice de la compétence Velib' sont arrêtés selon les modalités suivantes :

- Pour la Ville de Paris : 20 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour les collectivités hors Paris : 10 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour la Métropole du Grand Paris (MGP) : 100 000 € au titre de la contribution au titre des dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib'. Pour les stations commandées et implantées sur le territoire de la Métropole hors Paris, avant le 1^{er} janvier 2020 : la participation est de 10 000 euros par an par station. Pour les stations commandées et implantées sur le territoire de la Métropole hors Paris, après le 1^{er} janvier 2020, dans la limite de 100 stations : la participation est de 10 000 euros par an, en moyenne sur la durée restante du marché, par station, avec 55 000 euros l'année de la commande des stations par le Syndicat au titulaire du marché.

Ces montants seront constatés en recettes du budget de fonctionnement du budget annexe de la régie Velib' 2022.

Ces montants pourront être ajustés en fonction des recettes usagers encaissées par le Syndicat. Le cas échéant, le reliquat à financer sera réparti entre les collectivités au prorata du nombre de stations implantées sur leur territoire.

Article 3 : DIT que les recettes seront constatées sur les budgets correspondants.

2.6 Délibération 2021 31 : Autorisation donnée au Président pour la création d'une Régie d'avance ;

Le Président indique que la Régie d'avance permettrait de régler de très petits montants et serait utilisé dans le cadre d'achats de services sur l'App Store d'Apple ou le Play Store de Google pour l'application Velib' Métropole. Il donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention, **le Président** soumet la délibération au vote.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**,

Article unique : DECIDE, afin de répondre aux évolutions des modes d'achats et de paiements et afin d'assurer le bon fonctionnement et faciliter la gestion du Syndicat mixte, **D'AUTORISER** le Président à créer, modifier ou supprimer une régie d'avance.

2.7 – Délibération 2021 32 : Rendu Compte des décisions prises par le Président dans le cadre de la délégation de compétence.

Le Président rend compte des décisions prises dans le cadre de la délégation de compétence, disponibles sur l'annexe à la délibération. Il donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention, **Le Président** demande aux membres d'en prendre acte.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, PREND ACTE du rendu-compte des décisions prises par le Président jusqu'au 30 novembre 2021, en vertu de la délégation de compétence du Comité syndical au Président, telles que listées à l'annexe jointe à la présente délibération.

L'ordre du jour étant épuisé, **le Président** clôt la séance à 11h30

Le Secrétaire,

Le Président,

Patrice Pattée

Sylvain Raifaud